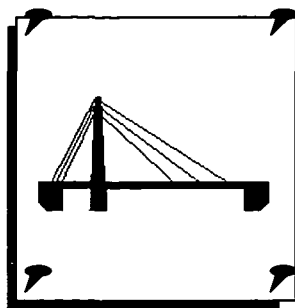


L'EAE-CONSTRUCTION 1994 : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Didier SANDER



Après une année 1993 difficile pour le secteur de la construction, l'exercice 1994 présente une situation nettement plus positive au vu des résultats de l'enquête annuelle d'entreprise (EAE). Les effectifs salariés augmentent légèrement malgré la stagnation du nombre d'entreprises. Impulsés par la baisse des taux d'intérêts à long terme jusqu'à l'été et les mesures gouvernementales de 1993, les travaux de logement progressent fortement, notamment dans le neuf. De ce fait, la croissance de la production a été plus importante dans le secteur du bâtiment que dans celui des travaux publics.

Qu'il s'agisse des effectifs ou des travaux réalisés, l'amélioration est plus sensible pour les entreprises de 0 à 10 salariés que pour celles de plus de 10 salariés.

Seules deux régions (Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur) sont restées en marge de l'embellie de 1994.

Le résultat courant des entreprises de plus de 50 salariés augmente de 5 % par rapport à 1993. Cette évolution masque toutefois des contrastes importants. Si les entreprises de gros oeuvre bénéficient d'une progression spectaculaire de leur résultat (+ 41 % par rapport à 1993), celles du second oeuvre et, plus encore, les entreprises de travaux publics connaissent une dégradation de leur résultat courant.

Un nombre d'entreprises stable

En 1994, 282 514 entreprises de construction ont exercé leur activité pendant plus de 6 mois contre 283 558 en 1993, soit une évolution de - 0,3 % entre ces deux années.

La majorité des entreprises emploie entre 0 et 10 salariés puisque l'artisanat représente 86 % des entreprises du secteur de la construction.

Les entreprises dont l'activité principale est le bâtiment représentent 95 % de l'effectif total. On dénombre 14 232 entreprises de travaux publics, dont les deux tiers ont moins de 10 salariés. L'activité principale de ces petites entreprises de travaux publics est dans près de 71 % des cas le petit terrassement (451A).

Une forte croissance des travaux directs pour les petites entreprises

Le montant total des travaux directs réalisés en métropole s'élève à 606,8 milliards de francs en 1994, ce qui correspond à une croissance de + 4,9 % en valeur et + 3,9 % en volume¹ par rapport à l'année précédente.

La plus forte progression concerne les entreprises de 0 à 10 salariés (+ 7,1 %). Le montant de travaux directs réalisés par les entreprises de 11 à 49 salariés évolue aussi de manière significative entre 1993 et 1994. Seules les entreprises de plus de 50 salariés restent un peu en retrait. Sur l'ensemble des entreprises de plus de 10 salariés, les travaux directs progressent de + 3,5 %.

Travaux directs (unité : millions de francs)

| | 1993 | 1994 | évolution |
|------------------------------------|---------|---------|-----------|
| Entreprises de 0 à 10 salariés | 209 042 | 224 024 | +7,10% |
| Entreprises de plus de 10 salariés | 369 572 | 382 819 | +3,50% |
| Ensemble | 578 614 | 606 843 | +4,90% |

ENTREPRISES

La croissance de la production a été plus importante pour le secteur du bâtiment (+5,2 %) que pour les travaux publics (+3,7 %).

Le secteur de la construction emploie 1 507 276 personnes (salariés + non salariés) en 1994. La progression est de + 1,4 % par rapport à 1993, malgré la légère diminution du nombre d'entreprises.

Si la progression des effectifs des entreprises de 0 à 10 salariés est nette entre 1993 et 1994, celle des effectifs des entreprises de plus de 10 salariés est plus timide (+ 0,5 %).

Effectifs salariés et non salariés du BTP

| | 1993 | 1994 | évolution |
|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Entreprises de 0 à 10 salariés | 675 543 | 692 720 | +2,5% |
| Entreprises de plus de 10 salariés | 810 782 | 814 556 | +0,5% |
| Ensemble | 1 486 325 | 1 507 276 | +1,4% |

Le secteur du bâtiment emploie 84 % de l'effectif du secteur avec 1 271 149 personnes. Les entreprises de travaux publics emploient quant à elles 236 127 personnes.

Les sociétés sont toujours le premier client

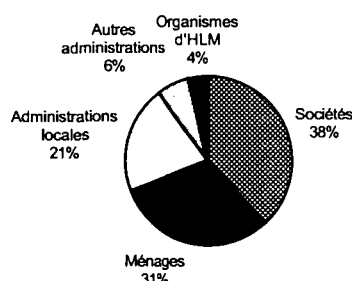
En 1994, 23,7 % des travaux sont réalisés dans le secteur des travaux publics contre 76,7 % dans le bâtiment. Ce dernier pourcentage se partage de la manière suivante : 52,0 % des travaux sont réalisés dans le second oeuvre et 24,3 % dans le gros oeuvre.

Ces proportions ont très peu évolué entre 1993 et 1994. Des évolutions plus marquées avaient été constatées entre 1992 et 1993.

Les sociétés autres que HLM restent cette année encore les premiers clients avec 37,5 % du montant total de travaux commandés en 1994. Les ménages occupent eux aussi une part importante de la clientèle du BTP (30,5 % du montant des travaux commandés en 1994). Les administrations (administrations locales + autres administrations) gagnent un peu plus d'un point, leur part dans la demande adressée au BTP passant de 26,3 % en 1993 à 27,6 % en 1994. Enfin, la demande des organismes d'HLM s'élève à 4,4 % du marché.

Les évolutions par rapport à 1993 sont peu contrastées : les 'sociétés' perdent 2 points, les 'administrations' gagnent 1,3 point, les 'ménages' progressent de 0,7 point et les 'organismes d'HLM' restent stables.

Activité par nature de clients

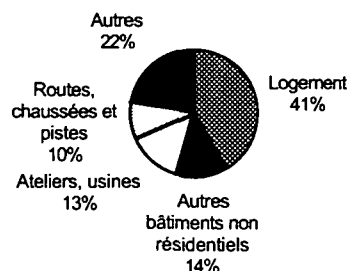


Forte croissance des travaux de logement

La plus grande part des travaux de construction (41,3 %) concerne le logement (logement individuel + logement collectif). Suivent ensuite respectivement les autres bâtiments non résidentiels (14,1 %), les 'ateliers, usines' (12,5 %) et les 'routes, chaussées et pistes' (10,2 %). L'augmentation notable entre 1993 et 1994 de la part des travaux effectués dans le logement (+ 2,2 points) et dans l'activité 'routes, chaussées et pistes' (+ 0,6 point) est compensée par la diminution des parts des autres natures d'ouvrages.

ENTREPRISES

Travaux directs par nature d'ouvrage



Ainsi, l'augmentation de la production en 1994 est essentiellement due à la forte croissance de la construction de logements (+ 24,4 milliards de francs). Les 'routes, chaussées et pistes' (+ 7 milliards de francs) et les 'installations industrielles de petites dimensions' (+ 3,2 milliards de francs) contribuent également à la relance de la production.

La forte croissance des travaux de logement s'explique pour l'essentiel par la combinaison de deux effets. D'une part, la baisse des taux d'intérêts à long terme jusqu'à l'été 1994 a permis de relancer l'emprunt immobilier. D'autre part, des mesures de relance de l'accession sociale aidée ont été prises à la mi-1993. Elles ont porté pour l'essentiel sur l'augmentation du nombre et des dotations de PLA, le relèvement des plafonds de ressources et la baisse des taux d'intérêts pour les prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP). Ces mesures ont permis de redynamiser la construction de logements HLM et l'accession à la propriété.

Progression spectaculaire de la construction neuve

Globalement, les travaux effectués en 1994 dans le logement neuf augmentent de 13,7 % mais ils diminuent de 3,6 % dans l'amélioration-entretien.

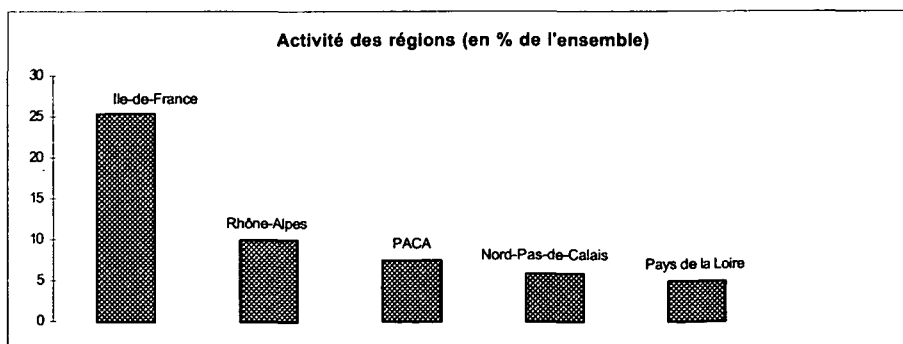
La progression dans le logement neuf est forte aussi bien pour les entreprises de 0 à 10 salariés (+ 14,8 %) que pour celles de plus de 10 salariés (+ 12,7%). En revanche, la baisse dans l'ancien pénalise les entreprises de plus de 10 salariés pour lesquelles les travaux ont diminué de 13,3 %, alors que la bonne santé des petites entreprises de 0 à 10 salariés s'affiche aussi dans l'entretien avec une hausse de + 7,3 %.

Dans le secteur du bâtiment non résidentiel, la part des travaux réalisés dans le neuf augmente de 2,7 points (de 43,6 % à 49,3 %).

Pour le logement en particulier, la part du neuf a fortement augmenté puisque le montant des travaux de logement neuf a progressé de 17,5 %.

Amélioration dans une majorité de régions

Cette année encore, environ un quart (25,4 %) du montant total de travaux est réalisé en Ile-de-France. Loin derrière se trouvent la région Rhône-Alpes avec 10,1 % du montant total de travaux directs, puis les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur (7,4 %), Nord-Pas-de-Calais (5,9 %) et Pays de la Loire (4,9 %). Cette répartition a peu évolué depuis trois ans.



La majorité des régions bénéficie de l'amélioration de l'activité en 1994, notamment la Bourgogne, la Basse-Normandie et la Lorraine. Seules deux régions restent en marge de cette embellie : il s'agit de la Picardie (baisse de 14,5 % des travaux directs) et de Provence-Alpes-Côte d'azur (-0,6 %).

Une activité globalement peu diversifiée

En général, les entreprises diversifient peu leur activité. On constate ainsi que moins de 5 % des travaux des entreprises spécialisées dans le second oeuvre relèvent des activités de gros oeuvre ou de travaux publics. De même, les entreprises spécialisées dans les travaux publics réalisent plus de 88 % de leurs travaux dans leur secteur d'activité. Le constat est plus nuancé pour les entreprises spécialisées dans le gros oeuvre puisqu'elles ont réalisé 23 % du montant de leurs travaux en dehors du gros oeuvre, soit près de 8 points de plus que l'année dernière.

Répartition par nature de travail des activités des entreprises en %

| Nature de travail Activité principale de l'entreprise | Travaux de Gros oeuvre | Travaux de Second oeuvre | Travaux publics | Total travaux de construction |
|--|---------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------------------------|
| Entreprises de gros oeuvre | 77,1 | 14,9 | 8,0 | 100,0 |
| Entreprises de second oeuvre | 2,2 | 95,6 | 2,2 | 100,0 |
| Entreprises de travaux publics | 6,0 | 5,6 | 88,4 | 100,0 |

Globalement, les entreprises réalisent plus de 90 % du montant total de leurs travaux dans la région de leur siège social. Seules les entreprises de la région Ile-de-France se distinguent, puisqu'elles effectuent en moyenne 25,4 % de leurs travaux dans d'autres régions.

Pour certaines régions (Champagne-Ardenne, Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie), on constate un accroissement sensible de la diversification de la localisation des travaux vers d'autres régions, du fait d'une évolution de la demande plus faible dans ces régions que dans les autres.

Amélioration du résultat courant pour le gros oeuvre mais dégradation pour le second oeuvre et les travaux publics

Le résultat courant avant impôts des entreprises de construction augmente de manière significative en 1994 avec + 5 %.

Pour les entreprises de gros oeuvre, la progression est spectaculaire avec une évolution de + 41 % par rapport à 1993. Cette évolution est due principalement à l'augmentation sensible des produits financiers et des reprises de provisions.

Le résultat courant des entreprises de second oeuvre diminue de 2,5 %. Cette baisse résulte pour l'essentiel d'un alourdissement de la charge d'amortissement et de provision (dotations-reprises).

Après le haut niveau atteint en 1993, le résultat courant des entreprises de travaux publics baisse fortement en 1994 (-9,5 %). Cette évolution s'explique par la forte diminution des produits financiers et des reprises de provisions, malgré la décreue des charges financières et des dotations aux amortissements.

Résultat courant avant impôts des entreprises de plus de cinquante salariés (unités : millions de francs)

| | 1992 | 1993 | 1994 |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|
| Secteur de la construction | 4 115 | 6 132 | 6 436 |
| Travaux Publics | 582 | 2 345 | 2 141 |
| Bâtiment | 3 532 | 3 788 | 4 295 |
| - Gros oeuvre | 1 280 | 1 377 | 1 944 |
| - Second oeuvre | 2 253 | 2 411 | 2 351 |

